

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202092]

19 DECEMBRE 2013. — Accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale

Article 1^{er}. Dans le cadre du présent accord de coopération, il faut entendre par :

- « Conseil » : le Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale;
- « Gouvernements » : le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone et le Gouvernement de la Région wallonne;
- « Collège » : le Collège de la Commission communautaire française de la Région Bruxelles-Capitale;
- « Ministres » : les Ministres ayant les relations internationales et/ou la coopération internationale dans leurs attributions;
- « Pays en voie de développement » : les pays qui sont considérés comme des pays en développement par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement économique.

Art. 2. Le Conseil exerce une mission consultative auprès des Gouvernements et du Collège dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques qui relèvent des compétences des parties contractantes et qui sont développées avec ou à l'égard des pays en voie de développement.

Sans préjudice des compétences fédérales en la matière, il formule, à la demande des Ministres ou d'initiative, tous avis et propositions sur la politique générale de la coopération internationale.

Le Conseil peut notamment :

- proposer des pays et/ou régions et/ou secteurs d'activités prioritaires aux Gouvernements et au Collège, sur base de modalités convenues entre ceux-ci;
- rendre un avis sur toute proposition au projet législatif en matière de coopération internationale;
- formuler des propositions particulièrement en ce qui concerne la sensibilisation et l'éducation au développement, l'implication des personnes étrangères ou d'origine étrangère et la décentralisation de la politique au développement via un rôle accru des pouvoirs locaux;
- être consulté à l'occasion de l'évaluation externe de la politique des Gouvernements en matière de coopération et de solidarité internationale et, le cas échéant, formuler de nouvelles propositions aux Gouvernements et au Collège;
- proposer aux Gouvernements et au Collège la fixation des critères de qualité de la politique de coopération internationale;
- organiser, en concertation avec les Ministres, un forum annuel réunissant tous les acteurs du développement.

Art. 3. § 1^{er} Le Conseil est composé de 23 membres répartis en 14 délégations :

- 4 membres désignés par le Centre national de Coopération au Développement (C.N.C.D.), dont l'un particulièrement concerné par la problématique « migration et développement »;
- 4 membres désignés par la Fédération francophone et germanophone des Associations de Coopération au Développement (ACODEV), dont l'un particulièrement concerné par la problématique « migration et développement »;
- 2 membres désignés par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (C.I.U.F.);
- 7 membres désignés par les partenaires sociaux, dont 5 représentants des organisations syndicales et 2 représentants des employeurs, soit :
 - * 2 représentants désignés par la FGTB;
 - * 2 représentants désignés par la CSC;
 - * 1 représentant désigné par la CGSLB;
 - * 1 représentant désigné par l'UWE;
 - * 1 représentant désigné par l'UEB;
- 2 membres désignés par les villes et communes, soit :
 - * 1 représentant désigné par l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW);
 - * 1 représentant francophone désigné par l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-capitale (AVCRBC);
- 1 membre désigné par le Conseil de l'Education et de la Formation (CEF);
- 1 membre désigné par le « Rat für Entwicklungszusammenarbeit » de la Communauté germanophone;
- 1 membre désigné par les mutualités au sein du Collège intermutualiste national (CIN);
- 1 membre désigné par le Conseil général des Hautes Ecoles (C.G.H.E.).

Dans la mesure du possible, la parité hommes-femmes est respectée dans la composition du Conseil. Le Conseil comprend au moins 8 membres de chaque sexe. Si cette proportion de 35 % n'est pas atteinte, le Conseil invite les différentes délégations à réexaminer leur représentation.

§ 2. Le Conseil compte un président et deux vice-présidents, issus des membres Conseil.

Le mandat du président est d'un an, exercé par rotation entre les délégations sur base alphabétique. Une délégation peut décliner l'exercice du mandat. En cas d'empêchement du président, la délégation dont il émane pourvoit à son remplacement jusqu'à l'échéance du mandat.

Le mandat de vice-président est d'un an, attribué par le Conseil en son sein selon les modalités qu'il décide. En cas d'empêchement d'un vice-président, la délégation dont il émane pourvoit à son remplacement jusqu'à l'échéance du mandat.

§ 3. La durée du mandat des membres du Conseil est de cinq ans. Au cas où un membre du Conseil cesse d'exercer sa fonction, notamment lorsqu'il perd la qualité pour laquelle il a été désigné, la délégation de membres dont il relève désigne son remplaçant, jusqu'à l'échéance du mandat.

Art. 4. Le Conseil est techniquement assisté dans sa tâche par l'administration de Wallonie-Bruxelles International, sans préjudice des décisions ultérieures qui seraient prises par les Gouvernements ou le Collège. Parallèlement, le Conseil dispose d'un secrétaire exécutif, mis à disposition par l'administration de Wallonie-Bruxelles International. Il est procédé à une évaluation de fonction tous les deux ans. Le secrétaire exécutif et sa mission émanent du budget de fonctionnement du Conseil.

Art. 5. Le Conseil soumet son projet de règlement d'ordre intérieur (ROI) à l'approbation des Ministres concernés dans un délai de trois mois à dater du dernier assentiment au présent accord de coopération. Toute modification est également soumise à l'approbation des Ministres concernés dans un délai de trois mois à dater de son approbation par le Conseil.

Art. 6. L'accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale, signé le 1^{er} juillet 2002, est abrogé.

Art. 7. Le présent accord de coopération entre en vigueur le premier jour du mois suivant le dernier assentiment au présent accord de coopération.

Namur, le 19 décembre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
R. DEMOTTE

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone et Ministre des Pouvoirs locaux,
K.-H. LAMBERTZ

Le Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme et des Relations internationales,
Ch. DOULKERIDIS

Le Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargé de la Formation professionnelle, de la Culture, du Transport scolaire, de l'Action sociale,
de la Famille, du Sport et des Relations internationales,
R. MADRANE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202092]

19. DEZEMBER 2013 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt über die Gründung des Rates für Internationale Kooperation Wallonie-Brüssel

Artikel 1. Im Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- "Rat": der Rat für Internationale Kooperation Wallonie-Brüssel;
- "Regierungen": die Regierung der Französischen Gemeinschaft, die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und die Regierung der Wallonischen Region;
- "Kollegium": das Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt;
- "Minister": die Minister mit den internationalen Beziehungen und/oder der internationalen Kooperation in ihrem Zuständigkeitsbereich;
- "Entwicklungsland": Länder die laut Ausschuss für Entwicklungshilfe der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung als Entwicklungsländer gelten.

Art. 2. Der Rat spielt eine Beraterrolle gegenüber den Regierungen und dem Kollegium in der Ausarbeitung und der Umsetzung der Politiken, die in den Zuständigkeitsbereich der Vertragsparteien fallen und die mit beziehungsweise gegenüber den Entwicklungsländern ausgearbeitet werden.

Unbeschadet der einschlägigen föderalen Zuständigkeiten formuliert er auf Anfrage der Minister oder aus eigener Initiative jegliche Stellungnahmen und Vorschläge zur allgemeinen internationalen Kooperationspolitik.

Der Rat kann insbesondere:

- den Regierungen und dem Kollegium prioritäre Länder und/oder Regionen und/oder Tätigkeitssektoren vorschlagen, und zwar auf der Grundlage von Modalitäten, die von diesen vereinbart wurden;
- eine Stellungnahme zu jeglichem Vorschlag für das Gesetzesvorhaben im Bereich der internationalen Kooperation abgeben;
- Vorschläge ausarbeiten, insbesondere zur Entwicklungssensibilisierung und -erziehung, zur Einbindung ausländischer Personen beziehungsweise Personen ausländischer Herkunft sowie zur Dezentralisierung der Entwicklungspolitik über eine größere Rolle der lokalen Behörden;
- anlässlich der externen Evaluierung der Politik der Regierungen in den Bereichen Kooperation und internationale Solidarität konsultiert werden und gegebenenfalls neue Vorschläge für die Regierungen und das Kollegium formulieren;
- den Regierungen und dem Kollegium die Festlegung von Qualitätskriterien der internationalen Kooperationspolitik vorschlagen;
- in Absprache mit den Ministern ein jährliches Forum mit allen Entwicklungsakteuren organisieren.

Art. 3. § 1. Der Rat besteht aus 23 Mitgliedern, die sich auf 14 Delegationen verteilen:

- 4 vom Nationalen Zentrum der Entwicklungszusammenarbeit (C.N.C.D.) bestimmte Mitglieder, darunter ein Mitglied, das besonders von der Problematik "Migration und Entwicklung" betroffen ist;
- 4 vom Französisch- und Deutschsprachigen Verband der Vereinigungen der Entwicklungszusammenarbeit (ACODEV) bestimmte Mitglieder, darunter ein Mitglied, das besonders von der Problematik "Migration und Entwicklung" betroffen ist;
- 2 vom Interuniversitären Rat der Französischen Gemeinschaft Belgiens (C.I.U.F.) bestimmte Mitglieder;

- 7 von den Sozialpartnern bestimmte Mitglieder, darunter 5 Vertreter der Gewerkschaftsorganisationen und 2 Vertreter der Arbeitgeber:

* 2 von der FGTB bestimmte Vertreter;

* 2 von der CSC bestimmte Vertreter;

* 1 von der CGSLB bestimmter Vertreter;

* 1 von dem UWE bestimmter Vertreter;

* 1 von der UEB bestimmter Vertreter;

- 2 von den Städten und Kommunen bestimmte Mitglieder:

* 1 von dem Städte- und Gemeindeverband der Wallonie (UVCW) bestimmter Vertreter;

* 1 von der Vereinigung der Städte und Kommunen der Region Brüssel-Hauptstadt (AVCRBC) bestimmter französischsprachiger Vertreter;

- 1 von dem Rat für Bildung und Ausbildung (CEF) bestimmtes Mitglied;

- 1 von dem „Rat für Entwicklungszusammenarbeit“ der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmtes Mitglied;

- 1 von den Krankenkassen im Nationalen Krankenkassenkollegium (CIN) bestimmtes Mitglied;

- 1 von dem Allgemeinen Hochschulrat (C.G.H.E.) bestimmtes Mitglied.

Im Maße des Möglichen wird die Parität von Männern und Frauen in der Zusammensetzung des Rates gewährleistet. Der Rat umfasst mindestens 8 Mitglieder jedes Geschlechts. Wird dieser Anteil von 35% nicht erreicht, fordert der Rat die einzelnen Delegationen auf, ihre Vertretung zu überprüfen.

§ 2. Der Rat zählt einen Präsidenten und zwei stellvertretende Präsidenten, aus den Reihen der Ratsmitglieder.

Das Mandat des Präsidenten dauert ein Jahr und wird turnusmäßig von den Delegationen in alphabetischer Reihenfolge ausgeübt. Eine Delegation kann die Ausübung des Mandates ablehnen. Bei einer Verhinderung des Präsidenten sieht seine Delegation bis zum Ende des Mandates einen Ersatz vor.

Das Mandat der stellvertretenden Präsidenten dauert ein Jahr und wird von dem Rat unter seinen Mitgliedern und gemäß von ihm beschlossener Modalitäten vergeben. Bei einer Verhinderung eines stellvertretenden Präsidenten sieht seine Delegation bis zum Ende des Mandates einen Ersatz vor.

§ 3. Die Mandatsdauer der Ratsmitglieder beträgt fünf Jahre. Stellt ein Ratsmitglied die Ausübung seiner Funktion ein, insbesondere wenn es die Eigenschaft verliert, aus deren Grund es bestimmt wurde, bestimmt seine Delegation seinen Nachfolger bis zum Ende des Mandates.

Art. 4. Technische Unterstützung erhält der Rat bei seiner Aufgabe von der Verwaltung von Wallonie-Brüssel International, unbeschadet der möglichen späteren Beschlüsse der Regierungen beziehungsweise des Kollegiums. Parallel verfügt der Rat über einen geschäftsführenden Sekretär, der von der Verwaltung von Wallonie-Brüssel International bereitgestellt wird. Alle zwei Jahre wird eine Funktionsbewertung vorgenommen. Der geschäftsführende Sekretär und seine Aufgabe werden über den Funktionshaushalt des Rates finanziert.

Art. 5. Der Rat unterbreitet den betroffenen Ministern seinen Geschäftsordnungsentwurf binnen einer dreimonatigen Frist ab der letzten Zustimmung zu diesem Zusammenarbeitsabkommen zur Billigung. Jegliche Abänderung unterliegt binnen einer dreimonatigen Frist ab ihrer Genehmigung durch den Rat ebenfalls der Billigung durch die betroffenen Minister.

Art. 6. Das Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt über die Gründung des Rates für Internationale Kooperation Wallonie-Brüssel, unterzeichnet am 1. Juli 2002, ist aufgehoben.

Art. 7. Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen tritt am ersten Tag des Monats nach der letzten Billigung dieses Zusammenarbeitsabkommens in Kraft.

Namur, 19. Dezember 2013

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung

R. DEMOTTE

Der Ministerpräsident der Regierung der Französischen Gemeinschaft

R. DEMOTTE

Der Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Minister für Lokale Behörden

K.-H. LAMBERTZ

Der für Haushalt, Unterrichtswesen, Tourismus und Internationale Beziehungen zuständige Präsident des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission

Ch. DOULKERIDIS

Das für Berufsausbildung, Kultur, Schultransport, soziale Aktion, Familie, Sport und Internationale Beziehungen zuständige Mitglied des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission

R. MADRANE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202092]

19 DECEMBER 2013. — Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van de Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking

Artikel 1. In het kader van dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder :

- "Raad" : de Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking;
- "Regeringen" : de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van de Duitstalige Gemeenschap en de Regering van het Waals Gewest;
- "College" : het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- "Ministers" : de Ministers bevoegd voor Internationale Betrekkingen en/of de Internationale Samenwerking;
- "Ontwikkelingslanden" : de landen die als in ontwikkeling zijnde landen worden beschouwd door het Comité voor ontwikkelingshulp van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling.

Art. 2. De Raad treedt als raadgever op voor de Regeringen en het College in de uitwerking en de uitvoering van het beleid dat onder de bevoegdheden van de overeenkomstsluitende partijen valt en dat met of ten opzichte van de ontwikkelingslanden ontwikkeld wordt.

Onverminderd de ter zake geldende federale bevoegdheden formuleert hij op verzoek van de Ministers of op eigen initiatief elk advies en voorstellen over het algemene beleid inzake internationale samenwerking.

De Raad kan meer bepaald :

- de Regeringen en het College op grond van onderling vastgelegde nadere regels landen en/of regio's en/of activiteitsdomeinen voorstellen die voorrang genieten;
- advies uitbrengen over elk wetsvoorstel of -ontwerp inzake internationale samenwerking;
- voorstellen formuleren wat in het bijzonder betreft : de sensibilisering voor en het onderricht in ontwikkelingshulp, het erbij betrekken van buitenlandse personen of van allochtonen en de decentralisering van het beleid inzake ontwikkelingshulp door de plaatselijke besturen een grotere rol te laten spelen;
- geraadpleegd worden ter gelegenheid van de externe evaluatie van het beleid van de Regeringen inzake internationale samenwerking en solidariteit en, in voorkomend geval, de Regeringen en het College nieuwe voorstellen overleggen;
- de Regeringen en het College voorstellen om criteria vast te leggen voor de kwaliteit van het beleid inzake internationale samenwerking;
- in overleg met de Ministers een jaarlijks forum houden waarop alle actoren inzake ontwikkelingshulp verenigd worden.

Art. 3. § 1. De Raad bestaat uit 23 leden verdeeld in 14 delegaties :

- 4 leden aangewezen door het Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking (NCOS), waarvan één in het bijzonder betrokken is bij de problematiek inzake "migratie en ontwikkeling";
- 4 leden aangewezen door het "Fédération francophone et germanophone des Associations de Coopération au Développement (ACODEV)" (Franstalige en Duitstalige Federatie van de Verenigingen voor Ontwikkelingssamenwerking), waarvan één in het bijzonder betrokken is bij de problematiek inzake "migratie en ontwikkeling";
- 2 leden aangewezen door de "Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique (C.I.U.F.)" (Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap van België);
- 7 leden aangewezen door de sociale partners, waarvan 5 vertegenwoordigers van de vakverenigingen en 2 vertegenwoordigers van de werkgevers, namelijk :
 - * 2 vertegenwoordigers aangewezen door de "FGTB";
 - * 2 vertegenwoordigers aangewezen door de "CSC";
 - * 1 vertegenwoordiger aangewezen door de "CGSLB";
 - * 1 vertegenwoordiger aangewezen door de "UWE";
 - * 1 vertegenwoordiger aangewezen door de "UEB";
- 2 leden aangewezen door de steden en gemeenten, namelijk :
 - * 1 vertegenwoordiger aangewezen door de "Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW)" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten);
 - * 1 Franstalige vertegenwoordiger aangewezen door de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 1 lid aangewezen door de "Conseil de l'Education et de la Formation (CEF)" (Raad voor Opvoeding en Opleiding);
- 1 lid aangewezen door de "Rat für Entwicklungszusammenarbeit" (Raad voor Ontwikkelingssamenwerking) van de Duitstalige Gemeenschap;
- 1 lid aangewezen door de ziekenfondsen binnen het Nationaal Intermutualistisch College (NIC);
- 1 lid aangewezen door de "Conseil général des Hautes Ecoles (C.G.H.E.)" (Algemene Raad voor hoge scholen).

Voor zover mogelijk wordt de gelijkheid tussen man en vrouw in de samenstelling van de Raad nageleefd. De Raad bestaat minstens uit 8 leden van elk geslacht. Indien die verhouding van 35 % niet wordt bereikt, verzoekt de Raad de verschillende delegaties om hun vertegenwoordiging opnieuw te onderzoeken.

§ 2. De Raad telt één voorzitter en twee ondervoorzitters, gekozen onder de leden van de Raad.

Het mandaat van de voorzitter duurt één jaar en wordt door doorstroming tussen de delegaties op alfabetische basis uitgeoefend. Een delegatie kan de uitoefening van het mandaat afslaan. Bij verhindering van de voorzitter voorziet de delegatie waarvan hij afkomstig is, in zijn vervanging tot het verstrijken van het mandaat.

Het mandaat van ondervoorzitter duurt één jaar en wordt door de Raad uit zijn midden toegekend volgens de door hem bepaalde modaliteiten. Bij verhindering van de ondervoorzitter voorziet de delegatie waarvan hij afkomstig is, in zijn vervanging tot het verstrijken van het mandaat.

§ 3. Het mandaat van de leden van de Raad duurt vijf jaar. Mocht één lid van de Raad ophouden zijn ambt uit te oefenen, meer bepaald wanneer hij de hoedanigheid verliest waarvoor hij aangewezen is, wijst de delegatie van leden waarvan het afkomstig is, zijn plaatsvervanger aan tot het verstrijken van het mandaat.

Art. 4. De Raad wordt in zijn taak bijgestaan door het bestuur van "Wallonie-Bruxelles International", onverminderd de latere beslissingen die de Regeringen en het College zouden treffen. Gelijktijdig beschikt de Raad over een uitvoerend secretariaat dat door het bestuur van "Wallonie-Bruxelles International" ter beschikking wordt gesteld. Om de twee jaar wordt een functie-evaluatie verricht. Het uitvoerend secretariaat en zijn opdrachten komen ten laste van de werkingsbegroting van de Raad.

Art. 5. De Raad legt zijn ontwerp van huishoudelijk reglement ter goedkeuring aan de betrokken Ministers voor binnen een termijn van drie maanden na de laatste goedkeuring van dit samenwerkingsakkoord. Elke wijziging wordt ook ter goedkeuring aan de betrokken Ministers voorgelegd binnen een termijn van drie maanden na haar goedkeuring door de Raad.

Art. 6. Het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van de Raad Wallonië-Brussel voor internationale samenwerking, ondertekend op 1 juli 2002, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de laatste goedkeuring ervan.

Namen, 19 december 2013.

De Minister-president van de Waalse Regering,

R. DEMOTTE

De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap,

R. DEMOTTE

De Minister-president van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap en Minister van Plaatselijke Besturen,

K-H. LAMBERTZ

De Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
belast met Begroting, Onderwijs, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

Ch. DOULKERIDIS

Het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
Beroepsonderwijs, Cultuur, Leerlingenvervoer, Sociale Actie, Gezin, Sport en Internationale betrekkingen,

R. MADRANE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202093]

19 DECEMBRE 2013. — Accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'installation du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale

Article 1^{er}. Dans le cadre du présent accord de coopération, il faut entendre par :

- « Accord de coopération du 19 décembre 2013 » : l'accord de coopération du 19 décembre 2013 entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale;

- « Gouvernements » : le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Communauté germanophone et le Gouvernement de la Région wallonne;

- « Collège » : le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 2. Le présent accord de coopération vise l'application de l'accord de coopération du 19 décembre 2013.

Art. 3. § 1^{er}. Le budget annuel de fonctionnement du Conseil est fixé à 135.500 euros.

§ 2. Ce budget se répartit comme suit :

- 62.000 euros à charge de la Communauté française;

- 62.000 euros à charge de la Région wallonne;

- 10.000 euros à charge de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

- 1.500 euros à charge de la Communauté germanophone.

Art. 4. L'accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'installation du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération internationale, signé le 15 mars 2004, est abrogé.